ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 7 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics", a donné le 22 septembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 juli 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten", heeft op 22 september 1993 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

L'alinéa 1er doit être complété par la date de la loi, soit le 22 juillet 1993.

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 4 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis. Le texte néerlandais du proposant devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre Ier devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de la disposition sous 2°, a), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Paragraphe 1er.

1. Au 1°, il faut écrire :

"1° les agents de l'Etat nommés à titre définitif;".

2. Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le 3° fait référence à l'article 1er, § 1er, 3°. En réalité, l'article 1er ne comporte pas de division en paragraphes. Il faut donc écrire : "à l'article 1er, 3°, ...".

CHAPITRE II.

Le chapitre II pourrait être divisé en trois sections :

1° la section première, intitulée "Mobilité d'agents du rang 10 (1) ou d'un rang inférieur", comprenant l'article 3, §§ 1er et 2;

---

(1) Voyez à ce sujet l'observation faite sous l'article 4.

2° la section 2, intitulée "Mobilité des agents d'un grade du rang 11 ou d'un rang supérieur", comprenant les articles 4 à 7;

3° la section 3, intitulée "Dispositions communes" comprenant les articles 8 et 9.

Article 3.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 3 contient une règle identique à celle énoncée dans l'article 8. Cet article étant inséré dans la section 3, le paragraphe 3 devient inutile et doit, dès lors, être omis.

Le texte de l'article 9, § 1er, s'applique évidemment aux procédures de mobilité prévues à l'article 3, § 4; le paragraphe 4 doit, dès lors, être omis.

Article 4.

Paragraphe 1er.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'intervention du conseil de direction n'est pas requise pour l'application des règles de mobilité aux agents titulaires d'un grade du rang 11 et qu'elle l'est, au contraire, pour la mobilité des agents titulaires d'un grade supérieur au rang 11.

L'intervention du conseil de direction s'explique par la circonstance que les agents titulaires d'un grade du rang 11 ou d'un rang supérieur ne sont plus tenus de présenter un examen d'avancement. Pour départager les candidats à une promotion, le conseil de direction donne un avis sur leurs titres et mérites respectifs.

Pour éviter une discrimination entre les agents du rang 11 et ceux d'un rang supérieur, il est proposé de viser, dans l'article 3, les agents du rang 10 et d'un rang inférieur à ce dernier et, dans l'article 4, les agents du rang 11 et d'un rang supérieur à celui-ci.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2.

"Cet avis mentionne :

a) la description des fonctions afférentes à l'emploi à pourvoir;

b) toutes les indications utiles sur les conditions requises ... (la suite comme au projet);

c) la forme et le délai de présentation ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er et de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis. Dans le texte français de l'alinéa 1er, il faut écrire à la fin : "... qui suivent le jour de la publication ...".

Article 7.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er et de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

La règle inscrite dans la disposition en projet est identique à celle de l'article 3, § 3, alinéas 1er et 2.

Il convient dès lors, suite à l'omission du paragraphe 3 de l'article 3, d'introduire l'article 8 dans la section 3 "Dispositions communes".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans

la version néerlandaise du présent avis. Le défaut de concordance entre les paragraphes 1er et 2 du texte français et du texte néerlandais doit être corrigé.

CHAPITRE III.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Paragraphe 1er.

1. Le texte néerlandais de la phrase liminaire du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le 2° prévoit que le conseil des ministres peut décider que les membres du personnel d'un service public sont excédentaires. Il n'appartient pas au Roi de déléguer un tel pouvoir de décision au conseil des ministres.

Il convient, dès lors, que la décision soit prise par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

L’observation vaut également pour l’article 13.

D’autre part, il conviendrait que l’auteur du projet apprécie la nécessité d’associer à la prise de cette décision les organes de gestion des organismes d’intérêt public auxquels l’arrêté en projet est applicable.

3. Suivant les fonctionnaires délégués, l’hypothèse visée par le 3○ en projet ne peut pas concerner les stagiaires, ceux-ci étant démis d’office en cas d’inaptitude à l’exercice de leurs fonctions, en vertu de l’article 27, § 2, alinéa 2, de l’arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l’Etat.

L’article 10 doit, dès lors, être revu afin de préciser que les stagiaires sont exclus de l’hypothèse envisagée dans le paragraphe 1er, 3○.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er et du paragraphe 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

A la fin du paragraphe 2, alinéa 1er, on écrira : "... sont titulaires d'un grade correspondant à ces emplois".

Une observation semblable vaut également pour l'article 15, §§ 1er et 2, alinéa 1er.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

1. L'article 16, § 2, prévoit une règle permettant de régler la situation dans laquelle une procédure de mobilité volontaire et une procédure de reclassement d'office sont en concours, en prévoyant que l'agent reclassé sera affecté à un emploi vacant d'un grade de rang inférieur du même niveau en attendant qu'un emploi correspondant à son grade devienne vacant.

En revanche, le texte en projet ne règle pas la situation qui se présenterait s'il n'y avait pas d'emploi vacant d'un grade du rang inférieur du même niveau. Par ailleurs, le projet reste également en défaut de déterminer un ordre de priorités lorsque sont engagées, d'une part une procédure de mobilité volontaire sur la base de l'article 3 et, d'autre part, une procédure de reclassement.

Il convient que l'auteur du projet énonce une règle permettant de remédier à ces lacunes, notamment, en fixant un ordre de priorités ou en prévoyant une concertation préalable entre les ministres concernés.

2. Dans l'article 16, § 2, alinéa 3, il faut omettre, à la fin de la première phrase, les mots "et bloque cet emploi" puisque l'agent continue à occuper l'emploi.

Le texte néerlandais de l'alinéa serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Dans le paragraphe 3 du même article en projet, il est dit que :

> "La décision de reclassement est prise d'office par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou son délégué".

Dans le texte néerlandais de l'ensemble du projet, le terme "afgevaardigde" devrait être remplacé par le terme "gemachtigde".

Les mots "d'office" sont superflus et doivent être omis. Quant à la désignation d'un "délégué", celle-ci ne se conçoit pas lorsque la décision concerne des fonctionnaires de niveau 1.

Pour les agents d'autres niveaux, il convient de préciser la qualité du délégué.

Le texte néerlandais du paragraphe 4 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

En prévoyant au paragraphe 2, en projet, que le ministre de la Fonction publique ou son délégué décide "d'office" d'utiliser du personnel mis à la disposition du service Mobilité pour accomplir des tâches exceptionnelles et temporaires, l'arrêté en projet ne règle pas d'éventuelles difficultés qui pourraient survenir au cas où l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination dans un service public déciderait de recruter du personnel par contrat de travail pour répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, sur la base d'un arrêté royal visé à l'article 4, § 4, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

L'article 17, § 2, appelle la même observation que celle formulée sous l'article 16, § 3.

Article 18.

Le 5°, en tant qu'il vise la décision prise par le ministre de la Fonction publique ou son délégué appelle la même observation que celle formulée sous les articles 16, § 3, et 17, § 2.

En outre, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais; dans le texte français, figurent les mots "de l'autorité du service utilisateur" qui ne se retrouvent pas dans le texte néerlandais.

Article 19.

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'omettre les mots "d'office".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 20.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er et du paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 16, § 2.

Article 21.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

Le paragraphe 2 vise, selon les fonctionnaires délégués, à permettre au service Mobilité de se faire communiquer tout renseignement utile, non pas sur le membre du personnel intéressé, mais sur les emplois vacants, les types de fonctions à pourvoir.

Il est proposé d'écrire : "... de l'intéressé ou tout autre renseignement utile pour assurer la mobilité".

CHAPITRE IV.

Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais.

Article 24.

La seconde phrase de l'alinéa 2 est conçue de manière trop large.

Il convient d’en revoir la rédaction pour préciser quels sont les avantages dont le membre du personnel transféré perdra le bénéfice.

Article 25.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er, in fine, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l’alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

CHAPITRE V.

Dans le texte néerlandais, le mot "Over" devrait être omis.

Article 27.

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, ainsi que du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 29.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il faudrait écrire "aanspraken" au lieu de "titels".

Article 30.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er et de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 34.

L'alinéa 2 de l'article 4bis en projet serait mieux rédigé comme suit :

"(...)

Ce service a pour mission :

1° d’assurer la réaffectation des membres du personnel des services publics visés à l’article 12, § 1er, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, qui ont perdu toute affectation à un emploi ou qui doivent être affectés à un autre emploi que le leur;

2° d’étudier ...".

Article 35.

Paragraphe 1er.

1. Au 1°, il y a lieu d’écrire : "... les diverses administrations de l’Etat, modifié par l’arrêté ministériel du 11 décembre 1970 et par les arrêtés royaux du 14 mai 1984 et du 6 novembre 1991;".

2. Au 2°, on écrira : "... des agents de l’Etat, modifié par l’arrêté ministériel du 11 décembre 1970;".

3. Au 4°, la mention "sauf l’article 34, § 1er" est inutile, puisque cet article a pour objet d’abroger partiellement l’arrêté royal du 13 novembre 1967 qui fait, lui-même, l’objet d’une abrogation complète au 1°.

Article 36.

Mieux vaut écrire :

"Art. 36. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 3 à 9 qui entreront en vigueur deux ans après cette date ou à une date antérieure fixée par le Roi".

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais de maintes dispositions du projet laisse à désirer, aussi bien pour ce qui est de la correction de la langue, qu'en ce qui concerne le style, qui souvent s'inspire trop du style français. A titre d'exemples, de nombreuses propositions de texte sont faites dans le présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Het eerste lid moet worden aangevuld met de datum van de wet, namelijk 22 juli 1993.

In het tweede lid schrijve men "inzonderheid op artikel 68" in de plaats van "inzonderheid artikel 68", alsook "en op artikel 76" in plaats van "en artikel 76".

In het vierde lid vervange men het woord "maximaal" door de woorden "zo veel mogelijk".

In het voordrachtformulier schrijve men :

"... op het advies van ..." in plaats van "... op advies van ...".

Bepalend gedeelte.

In het opschrift van hoofdstuk I vervange men het woord "toepassingsgebied" door het woord "werkingssfeer".

Artikel 1.

In de inleidende volzin schrijve men :

"Onder dit besluit vallen de volgende overheidsdiensten :".

In de bepaling onder 2°, a) dient het woord "de" vóór het woord "categorie" te vervallen.

Artikel 2.

Paragraaf 1.

1. In de bepaling onder 1° schrijve men :

"1° de vastbenoemde Rijksambtenaren;".

2. In de bepaling onder 2° schrijve men :

"2° de vastbenoemde ambtenaren op wie het koninklijk besluit van ... van de Staat van toepassing is;".

3. In de bepaling onder 3° wordt verwezen naar artikel 1, § 1, 3°. In werkelijkheid is artikel 1 niet ingedeeld in paragrafen. Men schrijve dus : "in artikel 1, 3°, op wie ...".

HOOFDSTUK II.

Hoofdstuk II zou in drie afdelingen kunnen worden ingedeeld :

.../...

1° afdeling 1, met als opschrift "Mobiliteit van personeelsleden van rang 10 (1) of van een lagere rang", waarin artikel 3, §§ 1 en 2, is vervat;

2° afdeling 2, met als opschrift "Mobiliteit van de personeelsleden met een graad van rang 11 of een hogere rang", waarin de artikelen 4 tot 7 zijn vervat;

3° afdeling 3, met als opschrift "Gemeenschappelijke bepalingen" waarin de artikelen 8 en 9 zijn vervat.

Artikel 3.

In de inleidende volzin van paragraaf 2 schrijve men :

"Voor overplaatsing komen uitsluitend in aanmerking de personeelsleden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In 1° behoort te worden geschreven : "een schriftelijke aanvraag om overplaatsing ... overheidsdienst waarheen de betrokkenen wensen te worden overgeplaatst;".

In paragraaf 3 is een soortgelijke regel opgenomen als die welke in artikel 8 wordt geformuleerd. Aangezien dat artikel wordt ingevoegd in afdeling 3, wordt paragraaf 3 nutteloos en moet hij bijgevolg vervallen.

---

(1) Zie in dat verband de onder artikel 4 gemaakte opmerking.

De tekst van artikel 9, § 1, is uiteraard van toepassing op de in artikel 3, § 4, bedoelde mobiliteits-procedures; paragraaf 4 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 4.

Paragraaf 1.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de directieraad geen rol behoeft te spelen bij de toepassing van de mobiliteitsregels op de personeelsleden die een graad van rang 11 bekleden maar wel voor de mobiliteit van de personeelsleden die een graad bekleden hoger dan rang 11.

De rol van de directieraad kan worden verklaard door de omstandigheid dat de personeelsleden die een graad van rang 11 of van een hogere rang bekleden geen bevorderingsexamen meer behoeven af te leggen. Om de gegadigden voor een bevordering te selecteren geeft de directieraad een advies over hun respectieve aanspraken en verdiensten.

Om discriminatie te voorkomen tussen de personeelsleden van rang 11 en die van een hogere rang wordt voorgesteld in artikel 3 de personeelsleden van rang 10 en van een lagere rang te vermelden en in artikel 4 de personeelsleden van rang 11 en van een hogere rang.

Paragraaf 2.

Het Franse begrip "notification" zou op eenvormige wijze weergegeven moeten worden in het ontwerp, namelijk door "kennisgeving".

In de bepaling onder 1° schrijve men "functies" in plaats van "funkties", alsook "vacant" in plaats van "te begeven".

In de bepaling onder 2° vervange men onder het tweede streepje het woord "taalregime" door het woord "taalstelsel" en onder het derde streepje het woord "geschiktheidsproef" door het woord "geschiktheidstest".

Paragraaf 3.

In het eerste lid vervange men het woord "kandidaten" door het woord "gegadigden".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt voor het tweede lid de volgende tekst voorgesteld.

"In dat bericht worden vermeld :

a) de beschrijving van de functie die verbonden is aan de te vervullen betrekking;

b) alle nuttige inlichtingen betreffende de vereisten om de betrekking ... te bekleden, namelijk : (voorts zoals in het ontwerp onder voorbehoud van de opmerkingen die omtrent de taal gemaakt zijn ten aanzien van paragraaf 2);

c) de vorm en de termijn voor het indienen van de sollicitaties, de overheid waaraan zij dienen te worden toegezonden alsmede alle nuttige gegevens voor de correspondentie".

Artikel 5.

In de inleidende volzin schrijve men :

"Uitsluitend kunnen worden overgeplaatst ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

In het eerste lid is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Bovendien schrijve men "binnen vijftien dagen" in plaats van "binnen de vijftien dagen".

In het tweede lid vervange men de woorden "onder wier gezag" door de woorden "onder het gezag waarvan".

Artikel 7.

In het eerste lid dient het woord "de" vóór de woorden "twintig dagen" te vervallen en in het derde lid vóór de woorden "tien dagen".

Artikel 8.

De regel die is opgenomen in de ontworpen bepaling is dezelfde als die van artikel 3, § 3, eerste en tweede lid.

Als gevolg van het weglaten van paragraaf 3 van artikel 3 behoort artikel 8 dus te worden ingevoegd in afdeling 3 "Gemeenschappelijke bepalingen".

In het eerste lid schrijve men :

"... een besluit uitgevaardigd ... in de overheidsdienst waarheen het personeelslid wordt overgeplaatst".

Artikel 9.

Paragraaf 1 van de Nederlandse tekst stemt overeen met paragraaf 2 van de Franse tekst en paragraaf 2 van de Nederlandse tekst stemt overeen met paragraaf 1 van de Franse tekst. Dit gebrek aan overeenstemming behoort te worden verholpen.

HOOFDSTUK III.

Het opschrift zou beter als volgt luiden :

"Ambtshalve mobiliteit".

Bovendien vervange men het woord "sectie" door het woord "afdeling". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. Het opschrift van afdeling 1 zou beter als volgt worden geredigeerd : "Ambtshalve in mobiliteit stelling".

Artikel 10.

Paragraaf 1.

1. In de inleidende volzin van 1° schrijve men "ten gevolge van" en niet "ingevolge".

In de bepaling onder 1°, c), vervange men het woord "duur" door het woord "termijn", en in de bepaling onder 1°, d) de woorden "syndicaal verlof" door "vakbondsverlof".

2. In de bepaling onder 2° wordt gesteld dat in de ministerraad kan worden beslist dat de personeelsleden van een overheidsdienst overtallig zijn. Het komt de Koning niet toe zulk een beslissingsbevoegdheid op te dragen aan de ministerraad.

De beslissing behoort derhalve te worden genomen bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De opmerking geldt tevens voor artikel 13.

Bovendien zou de steller van het ontwerp moeten beoordelen of het noodzakelijk is de bestuursorganen van de instellingen van openbaar nut waarop het ontworpen besluit van toepassing is te betrekken bij het nemen van die beslissing.

3. Volgens de gemachtigde ambtenaren kan het in de ontworpen bepaling onder 3° bedoelde geval geen betrekking hebben op de stagiairs, omdat dezen krachtens artikel 27, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel ambtshalve ontslagen worden als zij ongeschikt zijn voor het uitoefenen van hun ambt.

Artikel 10 moet bijgevolg worden herzien om duidelijk te maken dat de stagiairs niet tot het in paragraaf 1, 3°, beschouwde geval worden gerekend.

Paragraaf 2.

Men vervange het woord "deze" door het woord "die".

Paragraaf 3.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"Het bepalen van de wijze waarop de ambtshalve mobiliteit met toepassing van § 1, 1°, a en b, en 2°, in praktijk wordt gebracht vereist voorafgaand overleg met de vakorganisaties ... overheidsdiensten".

Artikel 11.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De personeelsleden aangewezen in ..., met uitzondering van degenen die ... bedoeld.

De terbeschikkingstelling geschiedt door de overheid die in hun overheidsdienst de benoemingsbevoegdheid uitoefent, in de vorm die wordt vastgelegd door de minister bevoegd voor ambtenarenzaken".

Het zou beter zijn paragraaf 2 aldus te stellen :

"De Dienst Mobiliteit wordt ermee belast te zorgen voor hun herplaatsing, hun beziging of hun overplaatsing".

Men vervange in het gehele ontwerp het woord "reclassering" door het woord "herplaatsing" en het woord "reclasseren" door het woord "herplaatsen", aangezien het woord "reclasseren (reclassering)" in het Nederlands niet de betekenis heeft die er in het ontwerp aan wordt gegeven.

Artikel 12.

Men vervange het woord "gebeurt" door het woord "geschiedt" en het woord "deze" door het woord "die". De eerste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 14.

Aan het slot van paragraaf 2, eerste lid, schrijve men :

"... een graad bekleden die overeenstemt met die betrekkingen".

Een soortgelijke opmerking geldt tevens voor artikel 15, §§ 1 en 2, eerste lid.

In het tweede lid van paragraaf 2 schrijve men "in acht genomen ten aanzien van" in plaats van "geëerbiedigd tussen".

Artikel 16.

1. Artikel 16, § 2, voorziet in een regel waarmee de situatie kan worden geregeld waarin een procedure voor vrijwillige mobiliteit en een procedure voor ambtshalve herplaatsing samenvallen, door te bepalen dat het herplaatste personeelslid wordt aangewezen voor een vacante betrekking van een graad van lagere rang van hetzelfde niveau, in afwachting dat een betrekking komt open te staan die overeenstemt met zijn graad.

In de ontworpen tekst wordt daarentegen de toestand niet geregeld die zich zou voordoen indien er geen openstaande betrekking is van een graad van lagere rang van hetzelfde niveau. Bovendien verzuimt het ontwerp een voorrang vast te stellen wanneer enerzijds een procedure voor vrijwillige mobiliteit is ingesteld op grond van artikel 3 en anderzijds een herplaatsingsprocedure.

De steller van het ontwerp dient een regel vast te stellen waardoor die leemten kunnen worden aangevuld, onder meer door een volgorde van voorrang vast te stellen of door te voorzien in voorafgaand overleg onder de betrokken ministers.

2. In artikel 16, § 2, derde lid, dienen aan het slot van de eerste volzin de woorden "en blokkeert het deze betrekking" te vervallen aangezien het personeelslid de betrekking blijft bekleden.

Het zou beter zijn dit lid als volgt te redigeren :

"Wanneer evenwel een procedure inzake mutatie, bevordering of vrijwillige mobiliteit met toepassing van artikel 4 in die betrekking ter kennis van de personeelsleden wordt gebracht op het ogenblik dat de beslissing waarvan sprake is in § 3 ter kennis wordt gebracht, wordt het herplaatste personeelslid aangewezen voor een vacante betrekking van een graad van lagere rang van hetzelfde niveau. Na het afsluiten van die procedure wordt de betrokkene, zodra een betrekking die overeenstemt met de graad van het herplaatste personeelslid of met een graad van dezelfde rang definitief vacant wordt, van ambtswege en bij voorrang voor die betrekking aangewezen".

3. In paragraaf 3 van hetzelfde ontworpen artikel wordt gesteld :

> "De beslissing tot reclassering wordt ambtshalve genomen door de Minister die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft of zijn afgevaardigde".

Er zij op gewezen dat het woord "afgevaardigde" in het gehele ontwerp behoort te worden vervangen door het woord "gemachtigde".

Het woord "ambtshalve" dient als overbodig te vervallen. De aanstelling van een "gemachtigde", is niet denkbaar wanneer de beslissing betrekking heeft op ambtenaren van niveau 1.

Voor de personeelsleden van de overige niveaus dient de hoedanigheid van de gemachtigde nader te worden omschreven.

Paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De personeelsleden die in aanmerking komen om in een betrekking te worden herplaatst hebben voorrang op de gegadigden die in aanmerking komen om die betrekking door werving te bekleden".

Artikel 17.

Door in de ontworpen paragraaf 2 te bepalen dat de Minister van Ambtenarenzaken of zijn gemachtigde "ambtshalve" besluit het personeel dat ter beschikking is gesteld van de Dienst Mobiliteit te bezigen om uitzonderlijke en tijdelijke taken te vervullen, worden in het ontworpen besluit de eventuele moeilijkheden niet geregeld die zouden kunnen rijzen in het geval dat de overheid die de benoemingsbevoegdheid uitoefent in een overheidsdienst zou besluiten personeel aan te werven bij arbeidsovereenkomst om te voorzien in uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel, op grond van een koninklijk besluit vermeld in artikel 4, § 4, van de wet van 22 juli 1993 houdende sommige bepalingen inzake ambtenarenzaken.

Bij artikel 17, § 2, behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is geformuleerd onder artikel 16, § 3.

Artikel 18.

Bij de bepaling onder 5° behoort, in zoverre verwezen wordt naar de beslissing die wordt genomen door de Minister van Ambtenarenzaken of zijn gemachtigde, dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is geformuleerd onder de artikelen 16, § 3, en 17, § 2.

Bovendien is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst; in de Franse tekst staan de woorden "de l'autorité du service utilisateur", die niet te vinden zijn in de Nederlandse tekst.

Artikel 19.

In paragraaf 1 dient het woord "ambtshalve" te vervallen.

In paragraaf 2, eerste lid, vervange men het woord "waarin" door het woord "waarnaar" en in het tweede lid schrijve men "ter kennisgeving" in plaats van "ter inlichting".

Artikel 20.

Paragraaf 1 zou beter worden gesteld naar analogie van de tekst die is voorgesteld voor het ontworpen artikel 16, § 4.

Paragraaf 2, tweede lid, zou beter worden geredigeerd naar analogie van hetgeen is voorgesteld voor het ontworpen artikel 16, § 2, derde lid.

Bovendien wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 16, § 2.

Artikel 21.

Men vervange de woorden "een opleiding doen ondergaan teneinde" door de woorden "een opleiding doen volgen om".

Artikel 22.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"De personeelsleden die om gezondheidsredenen ongeschikt zijn bevonden voor de uitoefening van hun ambt mogen slechts worden herplaatst, gebezigd of overgeplaatst om een ambt te vervullen dat verenigbaar is met hun gezondheidstoestand".

Artikel 23.

Volgens de gemachtigde ambtenaren beoogt paragraaf 2 het de Dienst Mobiliteit mogelijk te maken zich elke nuttige inlichting te laten meedelen, niet over het betrokken personeelslid, maar over de openstaande betrekkingen, het soort betrekkingen waarin moet worden voorzien.

Voorgesteld wordt te schrijven : "... van de betrokkene of elke andere nuttige inlichting om te zorgen voor de mobiliteit ...".

HOOFDSTUK IV.

De Nederlandse tekst stemt niet overeen met de Franse.

Artikel 24.

De tweede zin van het tweede lid is te ruim opgevat.

De redactie ervan behoort te worden herzien om duidelijk te maken wat de voordelen zijn die het overgeplaatste personeelslid zal verliezen.

Artikel 25.

Het slot van het ontworpen eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... geheel of gedeeltelijk onder de toepassing viel van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en na zijn herplaatsing of overplaatsing geheel of gedeeltelijk onder de toepassing daarvan blijft vallen".

In het derde lid schrijve men "werkelijke duur" in plaats van "werkelijk duur".

Artikel 26.

In het eerste lid schrijve men "krijgt" in plaats van "verkrijgt".

HOOFDSTUK V.

Het woord "Over" zou moeten vervallen.

Artikel 27.

Het zou beter zijn de tweede en de derde zin als volgt te redigeren :

"Het blijft vallen onder de statutaire en gelde-lijke bepalingen alsmede onder de pensioenregeling die er van toepassing zijn. Het kan er zijn aanspraken op bevor-dering doen gelden".

Artikel 28.

Het zou beter zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Gedurende de tijd dat het personeelslid gebezigd wordt, kan de betrekking die het heeft achtergelaten op geen enkele wijze worden toegewezen".

Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, aldus te stellen :

"Ten behoeve van het personeelslid dat gebezigd wordt nadat het niet langer in een betrekking uit de personeelsformatie van zijn overheidsdienst is aangesteld, wordt in die formatie een nieuwe betrekking gecreëerd die afgeschaft wordt aan het einde van de bezigingsperiode".

Artikel 29.

In het eerste lid moet "aanspraken" worden geschre-ven, in plaats van "titels".

Artikel 30.

In het tweede lid schrijve men "inzonderheid" in plaats van "namelijk".

Artikel 31.

In het eerste lid schrijve men "gemachtigd" in plaats van "gemandateerd".

Artikel 32.

In het eerste lid schrijve men : "... een driemaandelijkse staat van verzoek tot terugbetaling. Het verzoek tot terugbetaling geschiedt ...".

In het derde lid behoort "werkgeversbijdragen" te worden geschreven, in plaats van "patronale bijdragen".

Artikel 33.

Er behoort te worden geschreven : "in een overheidsdienst bedoeld in artikel 1" in plaats van "in een bij artikel 1 bedoelde overheidsdienst", alsook "worden voorzien door benoeming" in plaats van "worden voorzien bij benoeming".

Artikel 34.

Het zou beter zijn het tweede lid van het ontworpen artikel 4bis als volgt te redigeren :

"(...)

Die dienst heeft als taak :

1° te zorgen voor de herplaatsing van de personeelsleden van de overheidsdiensten bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende sommige bepalingen inzake ambtenarenzaken, die elke aanwijzing voor een betrekking hebben verloren of die voor een andere betrekking dan de hunne moeten worden aangewezen;

2° de noodzakelijke maatregelen te bestuderen en toe te passen om de moeilijkheden bij de herplaatsing van die personeelsleden uit de weg te ruimen, onder meer door ze een opleiding te doen volgen".

Artikel 35.

Paragraaf 1.

1. In de bepaling onder 1° behoort te worden geschreven : "... de verscheidene rijksbesturen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 december 1970 en bij de koninklijke besluiten van 14 mei 1984 en 6 november 1991;".

2. In de bepaling onder 2° schrijve men : "... van de rijksambtenaren, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 december 1970;".

3. In de bepaling onder 4° is de vermelding "behalve artikel 34, § 1" nutteloos aangezien dat artikel de gedeeltelijke opheffing beoogt van het koninklijk besluit van 13 november 1967 dat zelf volledig wordt opgeheven in de bepaling onder 1°.

Artikel 36.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 36. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 3 tot 9 die in werking treden twee jaar na die datum of op een door de Koning vastgestelde vroegere datum".

SLOTOPMERKING.

De Nederlandse tekst van menige bepalingen van het ontwerp laat te wensen over, zowel wat het correcte taalgebruik betreft, als wat de stijl aangaat, die vaak te Frans is. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies talrijke tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.